

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203250]

**24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en vue d'insérer des dispositions relatives aux statuts du receveur fiscal et du commissaire de comité d'acquisition**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 janvier 1991 octroyant une allocation aux comptables et receveurs spéciaux dans le cadre de la mise en place de la Trésorerie régionale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 décembre 2016;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes daté du 15 décembre 2016, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 717 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 24 février 2017;

Vu l'avis n° 61.270/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

" 4° au rang A4, les grades de directeur, de conseiller et de receveur fiscal; "

b) au 6°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots " de commissaire de comité d'acquisition, " sont insérés entre les mots " les grades " et les mots " d'attaché qualifié ".

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

a) au sens de l'article 6, 4°, il y a lieu d'entendre par receveur fiscal le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne tel que visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

b) au sens de l'article 6, 6°, il y a lieu d'entendre par commissaire de comité d'acquisition l'agent du Service public de Wallonie habilité à authentifier les actes des personnes morales visés à l'article *6quinquies* de la loi spéciale du 8 août 1980.

**Art. 3.** Dans l'article 9 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 septembre 2007, 15 mai 2014 et 22 décembre 2016, les mots « de commissaire de comité d'acquisition, » sont insérés entre les mots « les emplois » et les mots « d'attaché qualifié ».

**Art. 4.** Dans l'article 14 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 15 mai 2014, il est inséré un paragraphe 1/3 rédigé comme suit :

« § 1/3. Sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi de receveur fiscal successivement par :

1° mutation, réaffectation, promotion par avancement de grade;

2° mobilité externe. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *15bis* rédigé comme suit :

« Art. *15bis*. Sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi de commissaire de comité d'acquisition successivement par :

1° mutation ou réaffectation;

2° recrutement;

3° mobilité externe. ».

**Art. 6.** Dans l'article 16, § 3, 3°, du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « de conseiller, de receveur fiscal, » sont insérés entre les mots « de directeur, » et les mots « d'encadrement ».

**Art. 7.** Dans le livre premier, titre III, chapitre V, section première, du même arrêté, l'intitulé de la sous-section 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Sous-section 3. - De la promotion par avancement aux grades de directeur, de conseiller et de receveur fiscal ».

**Art. 8.** Dans l'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « le commissaire de comité d'acquisition » sont insérés entre les mots « le premier attaché " et les mots « l'attaché qualifié ».

**Art. 9.** Dans l'article 52*bis*, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « et § 3 » sont insérés entre les mots « l'article 50, § 2 » et les mots « est applicable ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 52*ter* rédigé comme suit :

« Art. 52*ter*. Peut être promu par avancement au grade de receveur fiscal l'agent de niveau A qui répond aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de niveau de deux ans;

2° justifier d'une évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire non radiée;

4° être titulaire d'un brevet de receveur fiscal et/ou des brevets intitulés "Recouvrement à charge des personnes physiques " et "Recouvrement à charge des personnes morales " obtenus dans le cadre de la sélection comparative d'accès à une fonction A3 ou de l'épreuve de qualification professionnelle correspondante, organisées dans les administrations générales fiscales, pour l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement.

La procédure visée à l'article 50, § 2 et 3, est applicable. ».

**Art. 11.** Dans l'article 71, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 octobre 2012 et 21 juillet 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« La mutation vers un emploi de commissaire de comité d'acquisition s'opère vers un emploi du même grade. ».

**Art. 12.** Dans l'article 84 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 février 2015 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2016, les mots « ou du brevet de receveur fiscal » sont insérés entre les mots « management public » et les mots « des épreuves ».

**Art. 13.** Dans l'article 88, § 2, du même arrêté, le 4<sup>o</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2016, est complété par les mots « préparer et organiser l'examen pour l'obtention du brevet de receveur fiscal. ».

**Art. 14.** Dans l'article 91*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2016, les mots « brevet de management » sont remplacés par les mots « certificat de management public et du brevet de receveur fiscal ».

**Art. 15.** Dans le livre premier, titre VI, du même arrêté, le chapitre II abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2016 est rétabli dans la rédaction suivante :

#### « CHAPITRE II - Du brevet de receveur fiscal

##### Section 1<sup>ère</sup>. — De la formation préparatoire au brevet de receveur fiscal

Art. 127. La préparation à l'épreuve requise pour l'obtention du brevet de receveur fiscal est organisée pour l'ensemble des services et organismes.

##### Section 2 - De l'examen pour l'obtention du brevet de receveur fiscal

Art. 128. L'examen pour l'obtention du brevet de receveur fiscal porte sur les compétences requises du candidat pour exercer un emploi de receveur fiscal.

Le programme du brevet de receveur fiscal porte au moins sur les matières suivantes :

1° poursuites directes et indirectes;

2° privilèges et hypothèques;

3° régimes matrimoniaux;

4° les procédures d'insolvabilité : faillite, règlement collectif de dettes, réorganisation judiciaire, liquidation de société;

5° la prescription;

6° notions de droit des sociétés;

7° le recouvrement à charge des héritiers.

Le volume horaire du brevet de receveur fiscal est de cent heures au moins.

Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Budget établissent le programme et le règlement de l'examen sur la proposition conjointe du Secrétaire général du service public de Wallonie et du Directeur général de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie.

Art. 129. Le règlement de l'examen du brevet de receveur fiscal est porté à la connaissance des candidats par note de service.

Les candidats devront obtenir au moins cinquante pour cent des points à chaque épreuve et chaque partie d'épreuve et soixante pour cent pour l'ensemble des épreuves.

Art. 130. L'examen pour l'obtention du brevet de receveur fiscal est organisé les années paires par la direction de la Formation du personnel du Service public de Wallonie pour l'ensemble des services et organismes.

Le brevet est délivré par un jury composé :

1° de l'inspecteur général du Département du Recouvrement;

2° un représentant de la cellule fiscale de la Région wallonne;

3° d'un représentant de la Direction du support juridique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité;

4° d'un receveur fiscal;

5° un professeur d'université spécialisé dans les matières fiscales.

Le membre visé au 1<sup>o</sup> préside le jury.

Art. 131. Les lauréats conservent le bénéfice de leur réussite sans limite dans le temps. ».

**Art. 16.** Dans l'article 234 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont opérées :

a) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> pour les grades de conseiller et de receveur fiscal, l'échelle de traitements A4/1; »;

b) il est inséré un 6<sup>o</sup>/1 rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup>/1 pour le grade de commissaire de comité d'acquisition, l'échelle de traitements A6/CAI; ».

**Art. 17.** Dans le tableau intitulé « niveau A » de l'annexe XIII du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, l'intitulé de la colonne « A4/1 » est complété par les mots « et A6/CAI ».

**Art. 18.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 janvier 1991 octroyant une allocation aux comptables et receveurs spéciaux dans le cadre de la mise en place de la trésorerie régionale les termes « receveur fiscal » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans l'article 11, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, les mots « qui est désigné par l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie » sont abrogés.

**Art. 20.** Les agents du niveau A désignés en qualité de receveur fiscal à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont nommés à titre définitif au grade de receveur fiscal.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 22.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

Ch. LACROIX

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203250]

#### 24. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes im Hinblick auf die Aufnahme von Bestimmungen bezüglich des Statuts des Steuereinkommens und des Kommissars des Erwerbssausschusses

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 24. Januar 1991 zur Gewährung einer Zulage an die Buchhalter und die Sondereinkommennehmer im Rahmen der Organisation der regionalen Finanzverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der am 9. Dezember 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. Dezember 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. Dezember 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Beurteilungsberichts über die Auswirkungen der Maßnahme auf die jeweilige Situation der Frauen und der Männer, datiert vom 15. Dezember 2016, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 24. Februar 2017 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 717 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 26. April 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.270/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird folgendermaßen abgeändert:

a) Ziffer 4, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

"4<sup>o</sup> im Dienstrang A4: die Dienstgrade des Direktors, des Beraters und des Steuereinkommens;"

6° in Ziffer 6, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird zwischen die Wortfolge "der Dienstgrad" und die Wortfolge "eines qualifizierten Attachés" die Wortfolge "eines Kommissars des Erwerbsausschusses," eingefügt;

**Art. 2** - In denselben Erlass wird ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

a) im Sinne von Artikel 6 Ziffer 4 gilt als Steuereinnehmer der mit der Beitreibung der Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

b) im Sinne von Artikel 6 Ziffer 6 gilt als Kommissar des Erwerbsausschusses der Bedienstete des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, der dazu befugt ist, die in Artikel *6quinquies* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 angeführten Rechtsgeschäfte und Handlungen von juristischen Personen zu authentifizieren.

**Art. 3** - In Artikel 9 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, vom 15. Mai 2014 und vom 22. Dezember 2016 wird zwischen die Wortfolge "die Stellen" und die Wortfolge "eines qualifizierten Attachés" die Wortfolge "eines Kommissars des Erwerbsausschusses," eingefügt.

**Art. 4** - In Artikel 14 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und vom 15. Mai 2014 wird ein Paragraph 1/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1/3. Vorbehaltlich des Rechts der Behörde, die Stelle durch Wiederzuweisung von Amts wegen, durch Versetzung von Amts wegen oder durch externe Mobilität von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Stelle als Steuereinnehmer aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung, Wiederzuweisung, Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad;

2° externe Mobilität."

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Artikel *15bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *15bis* - Vorbehaltlich des Rechts der Behörde, die Stelle durch Wiederzuweisung von Amts wegen, durch Versetzung von Amts wegen oder durch externe Mobilität von Amts wegen zu besetzen, wird eine offene Stelle als Kommissar des Erwerbsausschusses aufeinander folgend besetzt durch:

1° Versetzung oder Wiederzuweisung;

2° Anwerbung;

3° externe Mobilität."

**Art. 6** - In Artikel 16 § 3 Ziffer 3 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und wieder aufgenommen durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird zwischen die Wortfolge "als Direktor," und die Wortfolge "als Führungskraft" die Wortfolge "als Berater, als Steuereinnehmer," eingefügt.

**Art. 7** - Die Überschrift des Unterabschnitts 3 von Buch I, Titel III, Kapitel V, Abschnitt 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Unterabschnitt 3 - Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Direktors, des Beraters und des Steuereinnehmers".

**Art. 8** - In Artikel 52 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2014, wird zwischen die Wortfolge "Der erste Attaché" und die Wortfolge ", der qualifizierte Attaché" die Wortfolge ", der Kommissar des Erwerbsausschusses" eingefügt.

**Art. 9** - In Artikel *52bis* Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. März 2014, wird zwischen die Wortfolge "Artikel 50, § 2" und die Wortfolge "angeführte Verfahren" die Wortfolge "und § 3" eingefügt.

**Art. 10** - In denselben Erlass wird ein Artikel *52ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *52ter* - Der Bedienstete der Stufe A, der folgende Bedingungen erfüllt, kann durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines Steuereinnehmers befördert werden:

1° ein Dienstalter von mindestens zwei Jahren in dieser Stufe aufweisen;

2° eine günstige Beurteilung nachweisen;

3° nicht unter der Wirkung einer nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein;

4° Inhaber des Brevets eines Steuereinnehmers und/oder der Brevets "Beitreibung zu Lasten der natürlichen Personen" und "Beitreibung zu Lasten der juristischen Personen" sein, das erlangt wurde im Rahmen des Vergleichsverfahrens für den Aufstieg in ein Amt der Stufe A3 oder einer entsprechenden Prüfung der beruflichen Qualifikation, die in den allgemeinen Steuerverwaltungen für die Generalverwaltung Einnahme und Beitreibung organisiert werden.

Das in Artikel 50, § 2 und § 3 angeführte Verfahren ist anwendbar."

**Art. 11** - In Artikel 71 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und vom 21. Juli 2016 wird zwischen die Absätze 3 und 4 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Versetzung auf eine Stelle als Kommissar des Erwerbsausschusses erfolgt auf eine Stelle desselben Dienstgrades."

**Art. 12** - In Artikel 84 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Februar 2015 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2016 wird zwischen die Wortfolge "Public Management" und die Wortfolge ", an Prüfungen" die Wortfolge "oder des Brevets eines Steuereinnehmers" eingefügt.

**Art. 13** - In Artikel 88 § 2 desselben Erlasses wird Ziffer 4, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2016 durch die Wortfolge "die Prüfung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers vorbereiten und organisieren" ergänzt.

**Art. 14** - In Artikel 91bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2016 wird die Wortfolge "Managementzeugnisses" durch die Wortfolge "Zeugnisses für Public Management und des Brevets eines Steuereinnehmers" ersetzt.

**Art. 15** - In Buch I Titel VI desselben Erlasses wird das Kapitel II, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2016, mit folgendem Wortlaut wieder aufgenommen:

*"KAPITEL II - Das Brevets eines Steuereinnehmers*

*Abschnitt 1 - Vorbereitende Ausbildung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers*

Art. 127 - Die Vorbereitung zur für die Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers erforderlichen Prüfung wird für alle Dienststellen und Einrichtungen organisiert.

*Abschnitt 2 - Die Prüfung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers*

Art. 128 - Die Prüfung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers betrifft die erforderlichen Kompetenzen des Kandidaten, um den Beruf eines Steuereinnehmers auszuüben.

Das Programm des Brevets eines Steuereinnehmers enthält mindestens folgende Fächer:

- 1° direkte und indirekte Verfolgung;
- 2° Vorzugsrechte und Hypotheken;
- 3° eheliche Güterstände;
- 4° Insolvenzverfahren: Konkurs, kollektive Schuldenregelung, gerichtliche Reorganisation, Liquidation;
- 5° Verjährung;
- 6° Begriffe des Gesellschaftsrechts;
- 7° Beitreibung zu Lasten der Erben.

Das Unterrichtsvolumen des Brevets eines Steuereinnehmers beträgt mindestens hundert Stunden.

Der Minister für den öffentlichen Dienst und der Minister für Haushalt legen das Programm und die Regelung der Prüfung auf der Grundlage eines gemeinsamen Vorschlags des Generalsekretärs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und des Generaldirektors der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie fest.

Art. 129 - Die Regelung der Prüfung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers wird den Kandidaten durch eine Dienstmitteilung mitgeteilt.

Die Kandidaten müssen mindestens fünfzig Prozent der Punkte bei jeder Prüfung und jedem Prüfungsteil und sechzig Prozent der Punkte für die Gesamtheit der Prüfungen erhalten.

Art. 130 - Die Prüfung zur Erlangung des Brevets eines Steuereinnehmers wird in den geraden Jahren durch die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für alle Dienststellen und Einrichtungen organisiert.

Das Brevet wird durch eine Jury ausgestellt, die aus folgenden Personen gebildet wird:

- 1° der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung;
- 2° ein Vertreter der Zelle "Steuerwesen" der Wallonischen Region;
- 3° ein Vertreter der Direktion der juristischen Unterstützung der operativen Generaldirektion Steuerwesen;
- 4° ein Steuereinnehmer;
- 5° ein Universitätsprofessor mit dem Fachgebiet Steuerwesen.

Das in Ziffer 1 erwähnte Mitglied übernimmt den Vorsitz der Jury.

Art. 131 - Der Vorteil einer erfolgreichen Teilnahme bleibt den Prüfungsteilnehmern zeitlich unbegrenzt erhalten."

**Art. 16** - In Artikel 234 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"5° Die Gehaltstabelle A4/1 für die Dienstgrade eines Beraters und eines Steuereinnehmers;"

b) Ein Punkt 6°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"6°/1 Die Gehaltstabelle A6/CAI für den Dienstgrad eines Kommissars des Erwerbssausschusses;"

**Art. 17** - In der Tabelle "Stufe A" der Anlage XIII desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, wird der Titel der Sparte "A4/1" durch die Wortfolge "und A6/CAI" ergänzt.

**Art. 18** - In Artikel 1 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 24. Januar 1991 zur Gewährung einer Zulage an die Buchhalter und die Sondereinnehmer im Rahmen der Organisation der regionalen Finanzverwaltung wird die Wortfolge "-Steuereinnehmer." gestrichen;

**Art. 19** - In Artikel 11 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird die Wortfolge „das vom dem Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die betreffende Steuer bestimmt wird,“ gestrichen.

**Art. 20** - Die Bediensteten der Stufe A, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses als Steuereinnahmer benannt sind, werden endgültig im Dienstgrad eines Steuereinnehmers ernannt.

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

**Art. 22** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 24. Mai 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

Ch. LACROIX

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203250]

**24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode met het oog op de invoeging van bepalingen betreffende de statuten van de fiscale ontvanger en van de commissaris bij een aankoopcomité**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 januari 1991 tot toekenning van een toelage aan de bijzondere rekenplichtigen en ontvangers in het kader van de oprichting van de Gewestelijke Thesaurie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 december 2016;

Gelet op het evaluatierapport van 15 december 2016 betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 717 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 24 februari 2017;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.270/4 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 4°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

“4° in rang A4, de graden van directeur, adviseur en fiscale ontvanger;”;

b) in 6°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden “van commissaris bij een aankoopcomité,” ingevoegd tussen de woorden “de graad van” en de woorden “gekwalficeerd attaché en attaché”.

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

a) in de zin van artikel 6, 4°, wordt verstaan onder fiscale ontvanger, de ambtenaar belast met de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest, zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen;

b) in de zin van artikel 6, 6°, wordt verstaan onder commissaris bij een aankoopcomité, de ambtenaar van de Waalse Overheidsdienst gemachtigd om de in artikel *6quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bedoelde handelingen van de rechtspersonen te authenticeren.

**Art. 3.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 september 2007, 15 mei 2014 en 22 december 2016 worden de woorden "van commissaris bij een aankoopcomité," ingevoegd tussen de woorden "de betrekkingen" en de woorden "van gekwalificeerd attaché".

**Art. 4.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 15 mei 2014 wordt een paragraaf 1/3 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 1.3. Onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege wordt de vacante betrekking van fiscale ontvanger achtereenvolgens ingevuld bij :

- 1° mutatie, reffectatie, bevordering door verhoging in graad;
- 2° externe mobiliteit."

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 15*bis*. Onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege wordt de vacante betrekking van commissaris bij een aankoopcomité achtereenvolgens ingevuld bij :

- 1° mutatie of reffectatie;
- 2° werving;
- 3° externe mobiliteit."

**Art. 6.** In artikel 16, § 3, 3°, van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en opnieuw opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "van fiscale ontvanger" ingevoegd tussen de woorden "van directeur," en de woorden "elke staf- of wervingsfunctie".

**Art. 7.** In Boek, I, titel III, hoofdstuk V, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt het opschrift van onderafdeling 3, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, vervangen als volgt :

"Onderafdeling 3. — Bevordering door verhoging in de graden van directeur, adviseur en fiscale ontvanger".

**Art. 8.** In artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "de commissaris bij een aankoopcomité" ingevoegd tussen de woorden "de eerste attaché" en de woorden "de gekwalificeerd attaché".

**Art. 9.** In artikel 52*bis*, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "en § 3", ingevoegd tussen de woorden "in artikel 50, § 2," en de woorden "is van toepassing".

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 52*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 52*ter*. Door verhoging in graad tot de graad van fiscale ontvanger kan worden bevorderd de ambtenaar van niveau A die aan volgende voorwaarden voldoet :

- 1° twee jaar niveauanciënniteit hebben;
- 2° het bewijs leveren van een positieve evaluatie;
- 3° niet getroffen zijn door een niet-geschrapte tuchtsanctie;

4° houder zijn van een brevet van fiscale ontvanger en/of van brevetten met als opschrift "Invordering ten laste van de natuurlijke personen" en "Invordering ten laste van de rechtspersonen" behaald in het kader van de vergelijkende selectie voor overgang naar een betrekking A3 of van de overeenstemmende proef over de beroepsbekwaamheid, georganiseerd in de fiscale algemene administraties voor de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering.

De procedure bedoeld in artikel 50, § 2 en § 3, is van toepassing."

**Art. 11.** In artikel 71, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en 21 juli 2016, wordt, tussen het derde lid en het vierde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De mutatie naar een betrekking van commissaris bij een aankoopcomité wordt verricht naar een betrekking van dezelfde graad."

**Art. 12.** In artikel 84 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 26 februari 2015 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2016, worden de woorden "of van het brevet van fiscale ontvanger" ingevoegd tussen de woorden "het certificaat publiek management" en de woorden "proeven inzake".

**Art. 13.** In artikel 88, § 2, van hetzelfde besluit, wordt punt 4°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2016, aangevuld met de woorden "het examen voor het behalen van het brevet van fiscale ontvanger voorbereiden en organiseren."

**Art. 14.** In artikel 91*bis* van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2016, worden de woorden "het managementsbrevet" vervangen door de woorden "het certificaat publiek management en van het brevet van fiscale ontvanger".

**Art. 15.** In Boek I, titel VI, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk II, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2016, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"HOOFDSTUK II - Brevet van fiscale ontvanger

*Afdeling 1.* — Voorbereidende vorming voor het brevet van fiscale ontvanger

Art. 127. De voorbereiding voor de proef vereist voor het behalen van het brevet van fiscale ontvanger wordt voor het geheel van de diensten en instellingen georganiseerd.

*Afdeling 2* - Examen voor het behalen van het brevet van fiscale ontvanger

Art. 128. Het examen voor het behalen van het brevet van fiscale ontvanger heeft betrekking op de vaardigheden die vereist zijn om een betrekking van fiscale ontvanger te bekleden.

Het programma van het brevet van fiscale ontvanger slaat minstens op de volgende aangelegenheden :

- 1° rechtstreekse en onrechtstreekse vervolgingen;
- 2° voorrechten en hypotheke;
- 3° huwelijksvermogensstelsels;
- 4° insolventieprocedures: faillissement, collectieve schuldregeling, gerechtelijke reorganisatie, liquidatie van vennootschap;
- 5° verjaring;
- 6° begrip venootschapsrecht;
- 7° invordering ten laste van de erfgenamen.

Het urenpakket van het brevet van fiscale ontvanger telt minstens honderd uren.

De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting bepalen het programma en het reglement van het examen op de gezamenlijke voordracht van de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en van de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 129. Het reglement van het examen van het brevet van fiscale ontvanger wordt ter kennis gebracht van de kandidaten door middel van een dienstnota.

De kandidaten moeten ten minste vijftig procent van de punten behalen voor elk examen en elk examengedeelte en zestig procent voor het geheel van de proeven.

Art. 130. Het examen voor het behalen van het brevet van fiscale ontvanger wordt de even jaren georganiseerd door de Directie Personeelsopleidingen van de Waalse Overheidsdienst voor het geheel van de diensten en instellingen.

Het brevet wordt afgeleverd door een jury bestaande uit :

- 1° de inspecteur-generaal van het Departement Invordering;
- 2° één vertegenwoordiger van de fiscale cel van het Waalse Gewest;
- 3° één vertegenwoordiger van de Directie Juridische en Rechtsbijstand van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit;
- 4° één fiscale ontvanger;
- 5° één universiteitsdocent gespecialiseerd in fiscale zaken.

Het in 1° bedoelde lid zit de jury voor.

Art. 131. De laureaten behouden onbeperkt het voordeel van hun goede uitslag."

**Art. 16.** In artikel 234 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 5° wordt vervangen als volgt :

"5° voor de graad van adviseur en fiscale ontvanger, weddeschaal A4/1;"

b) er wordt een punt 6°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"6°/1 voor de graad van commissaris bij een aankoopcomité, weddeschaal A6/CAI;"

**Art. 17.** In de tabel met als opschrift "niveau A" van bijlage XIII bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, wordt het opschrift van kolom "A4/1" aangevuld met de woorden "en A6/CAI".

**Art. 18.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 januari 1991 tot toekenning van een toelage aan de bijzondere rekenplichtigen en ontvangers in het kader van de oprichting van de Gewestelijke Thesaurie worden de woorden "fiscale ontvanger" opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 11, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, worden de woorden "dat door de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst aangesteld wordt," opgeheven.

**Art. 20.** De ambtenaren van niveau A aangewezen als fiscale ontvanger op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden in vast verband benoemd in de graad van fiscale ontvanger.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 22.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,  
Ch. LACROIX